



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GOINEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Les successions transfrontalières et la CJUE, premiers arrêts et affaires pendantes

Dr. Marco Rizzuti

Chercheur Postdoctoral à l'Université de Florence, Italie
Qualifié aux fonctions de Professeur de Droit Privé

marco.rizzuti@unifi.it

The content of this document represents the views of the author only and it is his/her sole responsibility. The European Commission does not accept any responsibility for use that may be made of the information it contains.

This Project is implemented by Coordinator



UNIVERSITÀ
DEGLI STUDI
FIRENZE
DSG
DIPARTIMENTO DI
SCIENZE GIURIDICHE

Partners



ELTE LAW
FACULTY OF LAW



UNIVERSITAT
ID VALÈNCIA

Centro de
Direito da
Família



Fondazione
Italiana
del Notariato



Associazione Avvocati
Matrimonialisti Italiani
Sezione Distrettuale di Firenze

Aperçu général

Le règlement de l'UE sur les successions est en vigueur depuis 2015 et la Cour de justice européenne a déjà eu des occasions importantes de le traiter, alors que d'autres affaires sont toujours pendantes.

Plus précisément, les trois premiers jugements ont été rendus en 2017 (*Kubicka*, C-218/16, 12 octobre 2017) et en 2018 (*Mahnkopf*, C-558/16, 1er mars 2018; *Oberle*, C-20/17, 21 juin 2018).

Le jugement *Mahnkopf* traite de la succession du conjoint survivant, et ce sera mon collègue C.A. Marcoz qui en parlera. Je me concentrerai principalement sur les deux autres décisions: *Kubicka* et *Oberle*.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GoInEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

***Kubicka*: le contexte**

L'affaire *Kubicka* est très transfrontalière: tout se passe autour de la frontière germano-polonaise établie après la seconde guerre mondiale et souvent traversée par les flux migratoires intracommunautaires.

Comme convenu à cette époque par les Alliés, cette frontière suit la ligne Oder-Neiße, divisant de nombreuses villes construites le long des deux fleuves, dont les villes de Francfort-sur-l'Oder et de Słubice, qui donc sont séparées seulement par un pont.

Mme Kubicka est polonaise mais vit du côté allemand et, avec son mari allemand, possède une propriété en Allemagne, à Francfort-sur-l'Oder. Son souhait est de léguer par testament sa part de 50% de cet immeuble directement à son mari.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Kubicka: faits et procédures

Elle a donc demandé à un notaire polonais de Słubice de rédiger un testament prévoyant un soi-disant legs par revendication, à savoir un legs transférant directement la propriété au légataire.

Cette clause est valable en droit polonais, comme dans de nombreux autres systèmes juridiques dérivés du modèle napoléonien, tandis qu'en Allemagne, où se trouve l'immeuble, les legs ne peuvent pas transférer les droits de propriété mais seulement obliger l'héritier à transférer le bien concerné.

Une telle solution, appelée legs par condamnation, entraînerait des difficultés en ce qui concerne la représentation des enfants mineurs de Mme Kubicka, qui seraient parmi les héritiers, ainsi que des coûts supplémentaires, et elle l'a donc refusée. Mais le prudent notaire polonais a refusé à son tour de rédiger un testament qui pourrait être considéré comme invalide en droit allemand.



Kubicka: la question juridique en jeu

Mme Kubicka a donc contesté le refus du notaire devant les juges polonais, qui ont demandé une décision préjudicielle de la Cour de justice de l'Union Européenne sur l'interprétation du règlement sur les successions (n. 650/2012).

D'une part, le règlement oblige tous les États membres à reconnaître les mêmes effets matériels reconnus par la loi régissant la succession concernée, en l'occurrence la loi polonaise choisie par la testatrice.

En revanche, la nature des droits réels et l'enregistrement public des biens immobiliers sont expressément exclus du champ d'application du règlement, et l'un des piliers du système d'enregistrement allemand est que les contrats ou les testaments ne peuvent pas transférer les droits de propriété mais seulement créer une obligation à transférer: par conséquent, un contrat de vente ou un testament ne peut être enregistré, alors que seul le suivant spécifique acte de transfert peut l'être.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GoInEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Kubicka: la décision

Selon la Cour de justice européenne, la loi applicable doit régir la succession dans son ensemble, évitant les fragmentations et éliminant les obstacles à la libre circulation des personnes qui souhaitent revendiquer droits découlant d'une succession transfrontalière.

Les exclusions susmentionnées doivent donc être interprétées de manière étroite. Par conséquent, l'exclusion relative à l'enregistrement des droits acquis est interprétée comme non comprenant les conditions dans lesquelles ces droits sont acquis.

En outre, l'adaptation des droits réels prévue à l'article 31 du Règlement n'est pas en jeu dans un tel cas, étant incontesté que les deux États reconnaissent le droit de propriété. En effet, l'article 31 fait référence au contenu des droits réels et non aux modalités de leur acquisition, qui doivent être régies par la loi applicable aux successions et ne peuvent être adaptées du tout.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Comparer différentes solutions

En conséquence, la législation allemande, prévoyant l'adaptation des legs étrangers par revendication en legs par condamnation, contraste avec le règlement européen.

Comme l'a noté l'avocat général dans ses conclusions, le législateur néerlandais a proposé une meilleure solution. Aux Pays-Bas, le droit interne n'autorise pas non plus les legs par revendication, mais les nouvelles dispositions d'application du règlement sur les successions de l'UE n'imposent pas l'adaptation de legs étrangers en legs par condamnation. Au contraire, le certificat européen de succession sera enregistré: en substance, il jouera le rôle de l'acte spécifique de transfert manquant.

Une solution similaire est en vigueur en Italie depuis 100 ans: la même loi successorale, qui admet les legs par revendication, est applicable à l'échelle nationale, mais dans le nord-est une publicité foncière de type allemand a été préservée après la première guerre mondiale, et donc un certificat de succession doit être enregistré.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Droit successorale et droit de la publicité foncière

En conclusion, le droit polonais devra prévaloir sur le territoire allemand: comme l'a fait remarquer ironiquement l'un des premiers commentateurs, «*la Pologne envahit l'Allemagne*». En effet, chaque classification «*ratione materiae*» est purement conventionnelle car, en droit, toutes les matières sont liées entre elles et, par conséquent, la loi successorale influe sur la publicité foncière, et vice versa.

Examinons un autre exemple: en Espagne, un légataire ne peut être inscrit au registre foncier que si son acquisition n'a pas d'impact sur les droits des héritiers réservataires, alors qu'en Italie un tel contrôle préliminaire n'est pas nécessaire.

Selon les principes que on peut déduire de l'arrêt *Kubicka*, si la loi successorale italienne est applicable à des biens situées en Espagne, un tel contrôle ne sera pas nécessaire, et inversement, alors que la loi successorale espagnole s'appliquera à des biens situées en Italie, ce contrôle sera nécessaire.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Oberle: contexte, faits et procédures

Le scénario de l'autre affaire est la frontière allemande opposée: M. Oberle, un Français décédé qui résidait en Lorraine, avait un patrimoine situé en partie en France et en partie en Allemagne.

À la demande de ses deux fils, le tribunal d'instance de Saint-Avold (une ville française à la frontière allemande) a délivré un certificat attestant que chacun d'entre eux a hérité la moitié de ces biens.

Ils ont également demandé à un tribunal de Berlin de délivrer un autre certificat national qui, en ce qui concerne la partie du patrimoine située en Allemagne, pourrait indiquer que, conformément au droit français, chaque frère a hérité la moitié des biens. Mais les juges allemands doutaient de leur compétence sur une telle demande, et la question a donc été soumise à la Cour de justice de l'UE.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Oberle: la question juridique en jeu et la décision de la Cour

D'une part, selon les lois allemandes, le tribunal local de Berlin est compétent lorsque le défunt n'a jamais eu sa résidence habituelle en Allemagne, mais une partie de l'héritage est situé en Allemagne.

En revanche, conformément à l'article 4 du règlement sur les successions de l'Union européenne, les juridictions de l'État membre où le défunt avait sa dernière résidence habituelle (en l'occurrence la France) sont compétentes pour statuer sur la succession dans son ensemble.

La CJUE a déclaré que la délivrance de certificats nationaux relevait également de la définition générale de «succession dans son ensemble» à l'art. 4 et que, par conséquent, les juges allemands n'étaient pas compétents. Comme dans *Kubicka*, la décision poursuit l'objectif d'éviter les fragmentations et garantit que l'autorité chargée de la succession appliquera sa propre loi.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GoInEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Affaires pendantes

D'autres affaires pendantes traitent des certificats de succession.

Dans l'affaire *Brisch* (C-102/18), le tribunal de Cologne, en Allemagne, demande si le formulaire figurant dans une annexe du règlement sur les successions de l'UE est obligatoire ou facultatif aux fins d'une demande de certificat européen de succession.

Dans l'affaire *WB* (C-658/17), une question beaucoup plus complexe, soulevée par le même tribunal polonais de l'affaire *Kubicka*, demande en résumé si une certification nationale d'héritage délivrée par un notaire doit être considérée comme une «décision» ou simplement un «acte authentique» aux fins du règlement sur les successions de l'UE.

Les affaires *Oberle* et *WB* démontrent que les certificats de succession nationaux ne sont pas sans importance du point de vue du règlement européen, et que ses principes et ses dispositions peuvent donc avoir un impact sur les certificats nationaux.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Une question ouverte

L'interrelation entre le certificat de succession européen et les certificats de succession nationaux pose également un autre problème. Que se passe-t-il si la législation d'un État membre rien ne prévoit sur la certification des successions internes?

C'est précisément le cas, par exemple, de l'Italie, à l'exception de les provinces du nord-est. Les successions transfrontalières sont certifiées par le certificat de succession européen, mais qu'en est-il de celles qui sont simplement internes à l'Italie?

Bien entendu, le droit de l'UE n'est pas directement applicable à une telle question, mais peut-être il aiderait à élaborer un éventuel nouvel instrument interne de certification.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GoInEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

MERCI BEAUCOUP POUR VOTRE ATTENTION



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Transnational successions and the EU Court of Justice: first decisions and pending cases

Dr Marco Rizzuti

Postdoctoral Researcher at the University of Florence, Italy
Habilitation Professor of Private Law

marco.rizzuti@unifi.it

The content of this document represents the views of the author only and it is his/her sole responsibility. The European Commission does not accept any responsibility for use that may be made of the information it contains.

This Project is implemented by Coordinator



UNIVERSITÀ
DEGLI STUDI
FIRENZE
DSG
DIPARTIMENTO DI
SCIENZE GIURIDICHE

Partners



ELTE LAW
FACULTY OF LAW



UNIVERSITAT
ID VALÈNCIA

Centro de
Direito da
Família



Fondazione
Italiana
del Notariato



AMI
Associazione Avvocati
Matrimonialisti Italiani
Sezione Distrettuale di Firenze

General Overview

The EU Successions Regulation is in force since 2015, and the European Court of Justice has already had some important occasions to deal with it, while some other issues are still pending.

More specifically, the first three judgements have been delivered on 12th October 2017 (*Kubicka*), 1st March 2018 (*Mahnkopf*) and 21st June 2018 (*Oberle*).

The *Mahnkopf* judgement deals with the succession of the surviving spouse, and so my colleague C.A. Marcoz will speak about it.

Therefore, I will focus mainly on the other two decisions: *Kubicka* and *Oberle*.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

***Kubicka*: the context**

The successions law issue at stake in *Kubicka* is a very cross-border one: everything happens around a border, the German-Polish one, established after the Second World War and often crossed by intra-Community migratory flows.

This border, as agreed by the Allies, follows the Oder-Neiße Line, dividing many of the cities built along the two rivers, and among them Frankfurt an der Oder and Słubice.

Ms Kubicka is Polish but has moved to the German side and, together with her German husband, owns an estate in Frankfurt an der Oder.

Her wish was to bequeath her 50% share of this immovable directly to her husband.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GoInEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Kubicka: facts and proceedings

Therefore, she asked to a Polish notary of Słubice to draft a will providing for a so called legacy by vindication, i.e. a legacy directly transferring ownership to the legatee.

This clause is valid under Polish law, as in many other legal systems deriving from the Napoleonic model, while in Germany, where the immovable is located, legacies cannot transfer property rights but can only create a duty of the heir to subsequently transfer the concerned estate.

Such a solution, the so called legacy by damnation, would entail difficulties in relation to the representation of Ms Kubicka's minor children, who will inherit too, as well as additional costs, and so she refused it. But a very wary Polish notary refused to draft a testament that could be considered invalid under German law.



***Kubicka*: the legal issue at stake**

Ms Kubicka challenged the notary's refusal before a Polish Court and then the judges requested a preliminary judgement of the EU Court of Justice on the interpretation of the Successions Regulation (n. 650/2012).

On one hand, the Regulation binds all Member States to recognise the same material effects recognised by the law governing the concerned succession, in our case Polish law chosen by the testator.

On the other hand, the nature of rights *in rem* and the public registration of immovable properties are expressly excluded from the scope of the Regulation, and one of the main cornerstones of the German registration system is that contracts or testaments cannot transfer property but only create an obligation to transfer: therefore a sale contract or a testament cannot be registered, while only the subsequent specific deed can.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

***Kubicka*: the decision**

According to the EU justices the applicable law has to govern the succession as a whole, avoiding fragmentations and thus eliminating obstacles to the free movement of persons who want to claim their rights arising from a cross-border succession, and so the above-mentioned exclusions have to be narrowly interpreted.

Therefore, the exclusion regarding the registration of acquired rights is interpreted as non regarding the conditions under which such rights are acquired.

Moreover, the adaptation of rights *in rem* pursuant to article 31 of the Regulation is not at stake in such a case, being undisputed that both States recognise the right of property.

In fact, article 31 refers to the content of rights in rem and not to the methods of their acquisition, which have to be governed by the applicable successions law and cannot be adapted at all.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GoInEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Comparing different solutions

Accordingly, the German legislations providing for the adaptation of foreign legacies by vindication into legacies by damnation contrast with the European Regulation.

As noted by the Advocate General in his Conclusions, a better solution has been provided by the Dutch legislators. Also in the Netherlands legacies by vindications are not allowed in the domestic law, and testaments cannot be directly registered, but the new provisions implementing EU Successions Regulation do not impose the adaptation of the foreign ones into legacies by damnation. Instead, the European Certificate of Successions will be registered: in substance it will play the role of the missing specific deed of transfer.

A similar solution is in force in Italy since almost a century: the same succession law, admitting legacies by vindication, is nationwide applicable, but in some North-eastern Provinces a German-like registration system was preserved after the First World War, and therefore a certificate of succession has to be registered.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GoInEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Successions law and registration law

In conclusion, Polish law will have to prevail inside German territory: as one of the first Spanish commentators ironically remarked, “*Poland invades Germany*”.

Indeed, every classification *ratione materiae* is merely conventional, because in the law all matters are interrelated, and so successions law of course impacts on the registration system, and the other way around.

Let’s consider a different example: in Spain a legatee may be entered in the land register only if his acquisition does not impact on reserved shares, while in Italy such a preliminary check is not necessary.

According to the principles inferable from the *Kubicka* judgement, if Italian successions law is applicable to an estate located in Spain, the check will not be necessary, while if Spanish successions law is applicable to an estate located in Italy, it will be.



Oberle: context, facts and proceedings

The scenario of the other case is settled on the opposite German border: Mr Oberle, a French deceased who was residing in Lorraine, has left assets located partly in France and partly in Germany.

At his two sons' request the District Court of Saint-Avold (a French town on the German border) issued a certificate stating that each of them has inherited half of those assets.

They asked also a Local Court in Berlin for the issuing of another national certificate that, with regard to the part of inheritance situated in Germany, could state that, in accordance with France law, each brother has inherited half of the property.

But the German judges doubted whether they have jurisdiction on such an issue, and so the question was referred to the EU Court of Justice.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GoInEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

***Oberle*: the legal issue at stake and the Court's decision**

On one hand, according to German laws, the above-mentioned Local Court in Berlin has jurisdiction when the deceased has never had habitual residence in Germany, but part of the inheritance is situated in Germany.

On the other hand, according to article 4 of the EU Successions Regulation, the courts of the Member State where the deceased had his last habitual residence (in the present case: France) have jurisdiction to rule on the succession as a whole.

The EU Court of Justice stated that also the issuing of national certificates falls within the general definition of “succession as a whole” in article 4, and therefore denied jurisdiction to the German judges.

As in *Kubicka*, the decision pursues the objective to avoid fragmentations, and ensures that the authority dealing with the succession will apply its own law.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GoInEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

Pending issues

Other pending issues deal with certificates of succession.

In *Brisch* (case C-102/18) the Court of Cologne, in Germany, asks if the use of the form set out in an Annex of the EU Succession Regulation is mandatory or merely optional for the purposes of an application for a European Certificate of Succession.

In *WB* (case C-658/17) a much more complex question, raised by the same Polish Court of *Kubicka*, asks, in summary, if a national certification of inheritance issued by a notary has to be regarded as a “decision” or as an “authentic instrument” for the purposes of EU Successions Regulation.

Oberle and *WB* demonstrate that national certificates of succession are not irrelevant from the EU Regulation’s point of view, and that therefore its principles and provisions may impact on them.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GOInEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

An open question

The interrelation between European Certificate of Succession and national certificates of succession pose also another problem.

What if a Member State's legislation does not provide anything about the certification of internal successions?

This is precisely the case of, e.g., Italy, except for the mentioned north-eastern provinces. Cross-border succession are certified through ECS, but what about the merely internal Italian ones?

Of course, EU law is not directly applicable to such a question, but maybe it can help the elaboration of a possible new internal instrument of certification.



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GoInEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020

MANY THANKS FOR YOUR KIND ATTENTION



GOVERNING INHERITANCE STATUTES
AFTER THE ENTRY INTO FORCE
OF EU SUCCESSION REGULATION

GoInEU



This Project is funded
by the European Union's
Justice Programme 2014-2020